



# ALBERTA ÉVOICATIONS RURALES

## NOUVELLE PUBLICATION SOULIGNANT L'ENGAGEMENT DU GOUVERNEMENT SUR LE PLAN DU DÉVELOPPEMENT RURAL

L'équipe rurale de l'Alberta est heureuse de vous présenter le premier numéro de la publication **ÉVOICATIONS RURALES**, qui vise à faire part à la population des collectivités rurales et éloignées de l'Alberta des plus récents projets pilotes, des activités et des événements auxquels participe le gouvernement fédéral pour promouvoir le développement rural.

Lorsque les Canadiens des régions rurales ont exprimé clairement qu'ils voulaient que le gouvernement fédéral fasse preuve de leadership et élabore une vision pour le Canada rural, celui-ci a compris. Lorsque diverses collectivités à l'échelle du pays ont également fait part de leurs besoins particuliers et exprimé clairement qu'elles voulaient que le gouvernement fédéral participe activement à leur développement en les aidant à réaliser leur propre vision du Canada rural, celui-ci a répondu.

Les citoyens et les citoyennes des collectivités rurales et éloignées ont participé activement à l'élaboration du Cadre d'action fédéral, de la politique fédérale sur le Canada rural et à la définition des priorités connexes. Cette politique oriente les mesures que doit prendre le gouvernement fédéral pour réaliser ses engagements à l'égard des Canadiens et des Canadiennes vivant dans les régions rurales et éloignées.

Ces efforts ont mené à la création du Secrétariat rural, à l'élaboration et à la mise en place, en 1998, du Partenariat rural canadien, et à l'établissement d'équipes rurales ayant pour mandat de mettre en œuvre le projet de partenariat.

Le Partenariat rural canadien met l'accent sur la promotion d'une meilleure qualité de vie au sein des collectivités rurales et éloignées. Pour mieux répondre aux nombreux problèmes auxquels font face les collectivités rurales et améliorer la qualité de vie au sein de ces collectivités, on préconise une plus grande sensibilisation et une amélioration de l'accès aux produits, aux services et aux renseignements, et pour y arriver, on encourage la coordination et le leadership des partenaires.

### ÉQUIPE RURALE DE L'ALBERTA

Pour faciliter la mise en œuvre de cette vision, tant dans la province de l'Alberta que dans d'autres régions du Canada, les équipes rurales fédérales travaillent de concert avec les ministères provinciaux, les administrations municipales et les organisations rurales à l'élaboration de solutions locales à des problèmes locaux.

L'équipe rurale de l'Alberta prévoit utiliser divers mécanismes de renforcement des capacités et partenariats stratégiques, avec la participation des jeunes, pour répondre aux priorités des Albertains vivant dans une région rurale.

L'équipe rurale de l'Alberta vise également à améliorer la communication avec la population des collectivités rurales et éloignées, ainsi qu'entre les divers ministères participant aux projets de développement rural. Cette publication constitue donc un moyen de renforcer la communication.

Dans ce premier numéro de **ÉVOICATIONS RURALES**, on peut lire des articles sur le Partenariat rural canadien ainsi que sur les différents projets mis en œuvre par les collectivités rurales de l'Alberta, dans le cadre de leur partenariat avec le gouvernement fédéral, pour trouver des solutions locales à des problèmes locaux.

Nous espérons travailler bientôt avec vous et vous tenir au fait des activités de développement rural en Alberta.

Derrick Pieters  
Rédacteur en chef

Dans le présent document, le masculin est utilisé comme genre neutre pour alléger le texte.

Canada

Favoriser des solutions locales à des problèmes locaux



## LE PARTENARIAT RURAL CANADIEN EN ALBERTA

**L**e Partenariat rural canadien est la stratégie adoptée par le gouvernement du Canada pour appuyer le développement des collectivités rurales, éloignées et nordiques du Canada, et pour trouver des solutions locales aux problèmes locaux par l'adoption de nouvelles méthodes et pratiques visant à répondre expressément aux besoins de ces collectivités.

En tant que défenseur des collectivités rurales et éloignées, le Partenariat rural canadien s'acquitte de son mandat par le biais des activités suivantes :

- dialogues ruraux pour écouter les problèmes et les préoccupations suscités par le développement des collectivités rurales et éloignées et pour y répondre;
- recherche et analyse pour étoffer les connaissances sur les collectivités rurales et éloignées et pour s'assurer que ces activités comportent une dimension rurale;
- lentilles rurales pour inciter les ministères et organismes du gouvernement fédéral à examiner à la loupe leurs politiques et leurs programmes pour s'assurer qu'ils répondent bien aux priorités des collectivités rurales et éloignées;
- équipes rurales et partenariats afin d'élaborer une démarche coordonnée à l'égard des priorités des collectivités rurales et éloignées;
- projets pilotes réalisés dans les collectivités pour essayer de nouvelles façons de promouvoir le développement durable des collectivités par des ententes de collaboration avec le secteur privé, le secteur bénévole, les coopératives et divers paliers de gouvernement;
- info-guides pour faciliter l'accès à l'information et permettre aux Canadiens ruraux de participer au Dialogue rural du gouvernement et d'exercer une influence sur les programmes, les services et les politiques qui touchent les collectivités rurales et éloignées.

Le Secrétariat rural assure la direction globale et la coordination d'une approche intergouvernementale par le biais d'un groupe de travail interministériel composé de représentants de la plupart des ministères et organismes du gouvernement fédéral. Dans chaque province et territoire, des équipes rurales s'emploient à mettre en œuvre le partenariat.

Les équipes rurales, chargées de réaliser les travaux du Partenariat dans chaque province et territoire se composent de représentants de chacun des ministères gouvernementaux comme Santé Canada, Développement des ressources humaines Canada, Industrie Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Bill Wilson, coprésident de l'Équipe rurale Alberta, décrit en ces termes le Partenariat rural canadien : « [...] un défi passionnant; et une occasion rêvée pour les membres de divers ministères de conjuguer leurs efforts pour répondre aux priorités du milieu rural. »

Grâce à une combinaison de renforcement des capacités communautaires et de partenariats stratégiques, et moyennant la participation des jeunes ruraux, Équipe Alberta s'emploie à répondre aux priorités de l'Alberta rural.

Les projets pilotes que finance le Partenariat rural canadien font partie intégrante de son mandat. Ce sont des projets conçus par des associations de développement des collectivités rurales et (ou) des organisations sans but lucratif afin de remédier aux problèmes dans chaque collectivité. Chaque projet doit apporter la preuve qu'il porte sur un ou plusieurs des 11 secteurs prioritaires définis dans le Dialogue rural, notamment : l'amélioration de l'accès aux programmes et aux services du gouvernement fédéral pour les Canadiens ruraux; la mise en valeur du potentiel des collectivités rurales, l'acquisition de leadership et le perfectionnement des compétences; et l'acquisition des compétences et de la technologie nécessaires pour participer à l'économie fondée sur le savoir.

Les projets vont de la création d'un site Web détaillé, pour les Albertains qui vivent dans les collectivités rurales et éloignées du Grand Nord, à l'usage de l'énergie solaire pour restaurer l'intégrité écologique d'un cours d'eau. Mais l'objectif ultime de ces projets, et du Partenariat rural canadien, est de favoriser des solutions locales à des problèmes locaux dans les collectivités rurales et éloignées de tout le Canada. Cela est possible grâce à l'instauration de rapports positifs entre le gouvernement fédéral et les groupes de chaque collectivité rurale.

L'étroitesse de ces rapports se reflète dans le succès des projets pilotes déjà réalisés comme : le Programme de sensibilisation aux effets de la drogue D.A.R.E.<sup>®</sup>, réalisé conjointement par la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et le gouvernement fédéral. Même si le D.A.R.E.<sup>®</sup> est en vigueur depuis cinq ans, il ne bénéficie du financement du Partenariat rural canadien que depuis deux ans et continue de connaître un grand succès.

Tim Vatamaniuk, directeur du détachement de la GRC de Stony Plain, participe au D.A.R.E.<sup>®</sup> depuis plusieurs années. Il déclare : « Ce programme établit des rapports entre les jeunes et la police et aide à resserrer ces rapports pendant leurs études secondaires. Il bénéficie de l'appui indéfectible des écoles, des parents, des groupes communautaires et même de certains membres du gouvernement. C'est tout simplement un succès remarquable. »

À propos du Partenariat rural canadien, il affirme : « C'est une excellente initiative pour rapprocher le gouvernement fédéral de la vie rurale. Ses retombées sont indéniables. En tant que membres de la GRC, nous vivons déjà dans les collectivités et y avons établi des réseaux, ce qui nous permet de faire connaître plus facilement les besoins des collectivités rurales à nos partenaires fédéraux. » Voir page 9 pour notre rapport sur le PSED.

Visitez notre site Web à [www.rural.gc.ca](http://www.rural.gc.ca) pour d'autres renseignements sur le Partenariat rural canadien.

## LES ALBERTAINS DES RÉGIONS RURALES ÉTABLISSENT LEURS PRIORITÉS *Par Sarah Dobson*

En 1998, les collectivités rurales du Canada ont pu s'exprimer dans le cadre de la première série de séances du Dialogue rural organisées par le gouvernement fédéral. Au cours de ces séances, les Canadiens ont établi onze priorités qu'ils considéraient importantes.

Bien que les Albertains des régions rurales aient participé au dialogue, les conclusions de ces séances visaient les collectivités rurales de l'ensemble du Canada. Il était donc difficile de déterminer si ces onze priorités étaient les mêmes pour l'Alberta. Cette imprécision jointe au fait que les premières séances du Dialogue remontent à plus de trois ans a poussé l'équipe rurale à consulter de nouveau les citoyens de l'Alberta en leur posant les deux questions suivantes : les onze priorités s'appliquent-elles également à l'Alberta? Le cas échéant, pourquoi sont-elles importantes?

Pour obtenir des réponses à ces questions, l'équipe rurale a décidé d'adopter une approche en deux étapes. La première consistait à sonder les Albertains des régions rurales; la deuxième consistait à tenir une autre série de séances du Dialogue rural pour mettre l'accent sur les priorités de l'Alberta.

Le sondage s'est déroulé au printemps dernier par téléphone, alors que 407 répondants de l'Alberta étaient choisis au hasard pour y participer. Les questions du sondage visaient à évaluer l'importance que les Albertains accordaient à chacune des priorités. Si les participants ont attaché beaucoup d'importance aux onze priorités cernées dans le cadre de la première séance du Dialogue rural, entre 87 p. 100 et 96 p. 100 ont jugé les cinq premières priorités « importantes » ou « très importantes » pour leur collectivité. Voici les cinq principales priorités signalées par les Albertains :

1. Accès à des soins de santé de qualité
2. Leadership communautaire solide
3. Bonne infrastructure
4. Partenariats entre le gouvernement et les régions
5. Promotion des régions rurales

Ce sondage a également permis aux Albertains des régions rurales de déterminer les enjeux qu'ils considéraient importants. Plus particulièrement, 90 p. 100 d'entre eux croient que les questions environnementales jouent un rôle important dans la qualité de vie de leur collectivité. Bien que la question de l'environnement ne faisait pas partie des onze priorités au départ, ces résultats démontrent qu'il faudra lui accorder une plus grande importance à l'avenir.

Ce sondage a non seulement contribué à établir les priorités de l'Alberta, mais il a aussi favorisé le dialogue entre le gouvernement du Canada et les collectivités et a permis au gouvernement de prouver son engagement à l'égard des questions rurales. Enfin, les collectivités ont également été en mesure de manifester leur intérêt pour une plus grande participation du gouvernement dans le développement des régions rurales.

1. Edson
2. Vegreville
3. Vulcan
4. Bashaw
5. Grande Prairie

Le Dialogue rural constituera la prochaine étape du processus de communication. Le sondage étant maintenant terminé, l'équipe rurale de l'Alberta concentrera ses efforts à la planification de séances dans le sud, le centre et le nord de l'Alberta. Deux autres séances sont prévues, mais les lieux n'ont pas encore été déterminés.

## LES PRIORITÉS RURALES

La vision du Canada rural qu'entretient le gouvernement fédéral est la suivante :

- des communautés dynamiques et une base de ressources durables contribuant à notre identité et prospérité nationales;
- des citoyens et citoyennes pouvant prendre des décisions éclairées concernant leur avenir;
- des Canadiens et Canadiennes partageant les avantages d'une économie et d'une société mondiale basées sur la connaissance, et profitant pleinement des possibilités de développement personnel et communautaire durable.

Le gouvernement du Canada tentera de concrétiser cette vision en mettant l'accent sur les 11 domaines prioritaires soulevés par les participants au Dialogue rural, soit :

1. Améliorer l'accès des Canadiens et Canadiennes vivant en milieu rural aux programmes et services du gouvernement fédéral;
2. Améliorer l'accès aux ressources financières qui seront consacrées au développement des entreprises et des communautés rurales;
3. Offrir des débouchés, des programmes et des services mieux adaptés à la jeunesse rurale, notamment aux jeunes Autochtones;
4. Renforcer les possibilités de mise en valeur du potentiel, d'acquisition de leadership et de perfectionnement des compétences dans les communautés rurales;
5. Créer des occasions permettant aux communautés rurales de maintenir et d'élargir les infrastructures nécessaires à leur développement;
6. Lier les Canadiens et Canadiennes vivant en milieu rural à l'économie et à la société basées sur la connaissance et les aider à acquérir les compétences nécessaires à l'utilisation de la technologie;
7. Renforcer la diversification économique du Canada rural grâce à une aide mieux ciblée;
8. De concert avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, examiner et expérimenter de nouvelles façons de donner à la population rurale accès aux soins de santé à un coût raisonnable;
9. De concert avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, examiner et expérimenter de nouvelles façons de donner aux Canadiens et Canadiennes vivant en milieu rural accès à l'éducation à un coût raisonnable;
10. Favoriser des partenariats stratégiques au sein des communautés, entre les communautés et entre les gouvernements pour faciliter le développement communautaire rural;
11. Promouvoir le Canada rural comme un endroit où il fait bon vivre, travailler et élever une famille, en reconnaissant la valeur du Canada rural pour l'identité et le bien-être de la nation.



## LES ALBERTAINS DES RÉGIONS RURALES (SUITE)

Au cours de ces séances d'une journée, les Albertains des régions rurales auront encore une fois l'occasion de discuter avec les gouvernements fédéral et provincial; à cette occasion, les discussions seront axées sur les enjeux qui les concernent directement. Pour de plus amples renseignements sur la façon de participer aux séances du Dialogue rural, veuillez communiquer avec Sarah Dobson à Edmonton au (780) 495-3670.

En 1998, les Albertains des régions rurales faisaient partie de l'ensemble des collectivités ayant participé à la première série de séances du Dialogue rural du gouvernement fédéral. Ils ont maintenant l'occasion de s'exprimer à part entière lors du sondage et autres séances du Dialogue rural, dont les résultats permettront au gouvernement fédéral de prendre connaissance des enjeux qui leur tiennent vraiment à cœur et de réagir en conséquence.

## LES BÉNÉVOLES DANS LES COLLECTIVÉS - LES PILIERS DES SADC Par Sarah Dobson

Lorsque la première Société d'aide au développement des collectivités (SADC) a été créée au Manitoba en 1986, elle a changé la façon de lancer des entreprises dans le Canada rural. Depuis, les SADC se sont multipliés dans les quatre provinces de l'Ouest, et l'Alberta compte actuellement 27 bureaux dont l'objectif est de renforcer les collectivités rurales. Axées sur une approche de base, les SADC favorisent le développement communautaire et économique en se concentrant avant tout sur la création d'emplois dans les régions rurales.

Les SADC font partie du Réseau des services aux entreprises de l'Ouest canadien, créé pour servir la population de l'Ouest et lui fournir les ressources dont elle a besoin pour participer à l'économie canadienne, fondée sur la libre entreprise. Le Réseau entretient des liens étroits avec la collectivité grâce à ses bénévoles. Un des principaux atouts des SADC est leur base communautaire, et l'aptitude de chaque bureau à bien cerner les besoins de ses collectivités. Les SADC sont des sociétés à but non lucratif, exploitées par un conseil d'administration formé de bénévoles qui sont des membres de la collectivité locale, et elles sont financées en partie par le gouvernement du Canada (Diversification de l'économie de l'Ouest Canada). Leur objectif est de faciliter le développement économique communautaire en renforçant à la fois la collectivité et l'entrepreneur.

Au nombre des services à la collectivité, mentionnons la planification du développement économique, l'élaboration de stratégies et la prestation de services de leadership. Les SADC contribuent à faciliter la mise en oeuvre de plans communautaires et à accroître les ressources à la disposition des citoyens du milieu rural grâce à l'établissement de partenariats avec les gouvernements municipaux, provinciaux et fédéral, des groupes et des associations communautaires et le secteur privé.

Elles prodiguent des conseils ponctuels et font des recherches dans le but de stimuler, de revitaliser et de diversifier les collectivités rurales.

L'entrepreneur a à sa disposition des services de financement et d'emploi.

Le Fonds d'emprunt général de l'aide au développement des collectivités prête jusqu'à concurrence de 125 000 \$ aux entreprises nouvelles et existantes, tandis que le Programme de travail indépendant offre des services financiers et de formation qui aident les nouveaux entrepreneurs à assurer le démarrage de leurs entreprises. Les SADC offrent également des programmes distincts qui visent expressément à répondre aux besoins des handicapés et des jeunes dans les collectivités. Le Programme d'aide aux entrepreneurs ayant une incapacité, de même que les Services améliorés procurent des services de mentorat et des services à valeur ajoutée aux handicapés. Avec le concours d'Industrie Canada, l'Initiative jeunesse du Programme d'accès communautaire, offre des emplois aux jeunes des régions rurales. Le Programme d'accès communautaire est conçu pour que les régions rurales aient accès à l'Internet tandis que son Initiative jeunesse fournit des fonds pour recruter de jeunes stagiaires qui aident les collectivités à connaître l'Internet davantage et à mieux l'utiliser. Les résultats sont doubles en ce sens que les collectivités apprennent à faire un usage efficace des technologies de l'information et que les jeunes acquièrent une expérience professionnelle dans la sphère qui les intéresse.

Les SADC collaborent également avec le Partenariat rural canadien. Les SADC, de concert avec les gouvernements provinciaux et fédéral, s'efforcent d'aider les collectivités à trouver des solutions locales aux problèmes locaux. George Rife, directeur du Reach Corporation, bureau d'aide au développement des collectivités de Smoky Lake, est un membre actif de l'Équipe rurale Alberta.

On trouve des SADC dans tout l'Alberta, et on peut se procurer d'autres précisions sur toute l'organisation, ou un bureau en particulier, auprès de la Community Futures Network Society of Alberta. On peut communiquer avec cette dernière par téléphone, au (403) 529-6180, ou en composant le numéro sans frais, 1 877 482-3672, ou encore en consultant son site Web, à [www.communityfutures.ca/provincial/ab](http://www.communityfutures.ca/provincial/ab) (anglaise seulement).

Une des difficultés auxquelles se heurte le Canada rural d'aujourd'hui est de savoir comment retenir les Canadiens et les Canadiennes du milieu rural dans les régions rurales devant l'évolution de l'économie. Les SADC peuvent être d'un précieux concours à cet égard. En effet, les SADC aident à maintenir le mode de vie rural tout en permettant à l'économie d'aller de l'avant. Ces sociétés préservent et créent des emplois, tout en offrant une existence confortable aux citoyens à proximité de chez eux. Ce qu'elles enseignent, c'est que le changement est parfois positif, que les problèmes et les difficultés peuvent être résolus et que lorsque les collectivités se prennent en main, l'avenir leur appartient. Le changement est toujours là, mais les SADC fournissent aux collectivités les moyens d'agir et leur permettent de se prendre en main pour que le changement pave le succès de l'avenir.



## LE COMTÉ DE PEACE ACCÈDE AU GOUVERNEMENT EN DIRECT *Par Jody Parker*

**N**ous voulons tous que notre existence soit plus facile, et c'est précisément l'objectif que vise la Société de développement du comté de Peace. La région de Peace, dans le nord-ouest de l'Alberta, est un endroit où les résidents et les collectivités déplorent la pénurie de renseignements et le manque d'accessibilité et de sensibilisation aux programmes et aux services gouvernementaux.

Le Partenariat rural canadien et la Société de développement du comté de Peace songent à relever ce défi en créant une nouvelle page Web pour les résidents de la région. Cette page leur permettra de trouver des renseignements sur les programmes et les services gouvernementaux sans avoir à visiter d'innombrables sites Web. Le site PeaceInfoGate.ca sera accessible au grand public à longueur d'année, 24 heures sur 24 et sept jours sur sept; il marquera une nouvelle façon de fournir des services et des renseignements avec beaucoup moins de tracas pour le client.

Que signifie le Projet en direct de la région de Peace pour les habitants du comté de Peace? Une foule de renseignements sur les programmes et les services gouvernementaux sans avoir à faire la queue et avec un délai de rotation beaucoup plus rapide.

Selon Margaret Eagle, gestionnaire générale du projet, ce projet a vu le jour lorsque « nous avons compris que les gens connaissaient mal les programmes et les services du gouvernement et qu'ils ne savaient pas à quel palier de gouvernement s'adresser. Nous nous sommes donc dit : "Pourquoi ne pas construire un site Web qui nous permettra de former et d'éduquer nos habitants et leur permettra de faire le saut dans le XXI<sup>e</sup> siècle?" ». Et c'est exactement ce qu'ils font. Grâce à ce programme, les habitants ruraux du comté de Peace n'auront plus besoin de savoir à quel palier de gouvernement s'adresser; les données de tous les paliers de gouvernement (fédéral, provincial et municipal) leur seront fournies sur un seul site Web.

De nombreux habitants ruraux du comté de Peace vivent à deux ou trois heures des principaux centres où ils ont accès aux services gouvernementaux. Ce nouveau service en direct leur donnera la possibilité de consulter les renseignements et même de présenter une demande dans le cadre de certains programmes dans le confort de leur foyer. Par exemple, les résidents pourront acheter différents permis (d'animaux domestiques ou de chasse) en direct sans avoir à quitter leur domicile ou leur localité. Cela signifie qu'il ne sera plus nécessaire de faire de longs déplacements pour se rendre jusqu'à la ville la plus proche, et qu'il n'y aura plus de longues files d'attente. S'ils doivent se rendre à l'un de ces grands centres, ils sauront à qui s'adresser, dans quel ministère et et quel champ de responsabilité, avant de prendre la route.

La Société de développement du comté de Peace est parfaitement consciente qu'à peine 40 p. 100 des foyers de la région ciblée ont accès à Internet. Pour faciliter l'accès de ces habitants à ce nouveau service en direct, elle veillera à ce que le public ait accès à des ordinateurs; c'est pourquoi des terminaux seront installés en des endroits stratégiques de rencontre au sein de la collectivité pour que les résidents qui n'ont pas accès à Internet puissent visiter le site. Par ailleurs, la Société facilitera l'accès aux renseignements et aux services en utilisant un langage simple, fondé sur l'aptitude du client à rechercher des renseignements.

Même si le projet en est encore au stade de la planification, il suscite déjà beaucoup d'enthousiasme. Pattie Savoie, coordonnatrice du projet, déclare : « La réaction suscitée par le projet est extrêmement positive. Tous ceux à qui nous en avons parlé ont dit : "Il est grand temps que nous ayons accès à un service de ce type." Nous savons que ce programme est vraiment nécessaire et nous en prévoyons déjà la croissance. » Et elle ajoute : « Nous ne nous intéressons pas seulement aux services gouvernementaux. Grande Prairie compte des magasins qui vendent des produits en direct, fabriqués dans la région de Peace; nous voulons nous relier à ces magasins et faire la promotion des services et des produits de la collectivité. »

Le Projet en direct de la région de Peace a reçu 50 000 \$ du Partenariat rural canadien, afin d'améliorer la qualité de vie des collectivités rurales et éloignées.

Pour d'autres renseignements sur le Projet en direct de la région de Peace, adressez-vous à Margaret Eagle, gestionnaire générale, ou à Pattie Savoie, coordonnatrice du projet, au (780) 624-1161, ou visitez son site Web à PeaceInfoGate.ca (anglaise seulement).

## LA JUSTICE RÉPARATRICE REDONNE FOI DANS LE SYSTÈME *Par Terry McConnell*

**L**e visage de la justice est différent pour les jeunes délinquants d'Innisfail (Alberta) que pour ceux d'ailleurs au Canada. Grâce au concours du Partenariat rural canadien, cette démarche exceptionnelle profitera à un nombre de gens encore plus important dans la collectivité rurale.

Le programme, appelé Justice réparatrice, contribue à maintenir de nombreux jeunes délinquants hors des tribunaux et hors d'état de nuire, selon les statistiques.

« C'est une situation bénéfique à toutes les parties en présence, c'est-à-dire la collectivité, la victime et l'accusé », affirme Tim Gilbert, agent du détachement de la GRC à Innisfail, à 120 km au nord de Calgary.

La GRC a lancé le programme Justice réparatrice à Innisfail il y a deux ans, pour tenter de résoudre le nombre alarmant d'agressions, d'actes de vandalisme, d'introductions par effraction, de méfaits, de vols et de brutalités dans la région. L'objectif est de maintenir les adolescents et les jeunes adultes, qui sont les principaux responsables, à l'écart du système judiciaire. Si le programme a obtenu un tel succès, la police en attribue le mérite à J.J. Beauchamp, agent de correction, qui utilise ses talents de médiateur pour réunir la victime et le contrevenant pour qu'ils trouvent une solution satisfaisante aux yeux des deux parties et de la collectivité.

« Nous avons la chance d'être tombés sur lui », déclare l'agent Gilbert à propos de M. Beauchamp. « Grâce à lui, le programme est allé beaucoup plus loin que nous l'espérions, ce qui s'explique en partie par son dynamisme. »

Selon l'agent Beauchamp, chaque incident criminel qui lui est signalé par la police offre au délinquant un « moment d'enseignement », c'est-à-dire un moment qui l'incite à réfléchir aux façons d'améliorer sa conduite. Le délinquant est confronté en tête-à-tête avec sa victime pour qu'il puisse comprendre le tort qu'il lui a causé et comment il peut s'amender.

« Tout cela marche fort bien », affirme M. Beauchamp. « J'ai traité plus de 70 dossiers, et aucun délinquant n'a récidivé. »

M. Gilbert en convient. « C'est un programme extraordinaire », affirme-t-il, en ajoutant que les parents de certains des délinquants sont ses plus fervents partisans. « Plusieurs parents sont revenus nous voir, tant ils étaient ravis des changements survenus dans le comportement de leurs jeunes grâce à ce programme. »

L'un des exemples préférés de M. Beauchamp sur les résultats fructueux du programme Justice réparatrice a trait à une victime, une vieille femme de 84 ans, qui avait tellement peur des jeunes vandales qui avaient saccagé sa fontaine de l'espoir et la clôture de sa cour qu'elle avait demandé à la police de l'accompagner pour sa rencontre en tête-à-tête.

« Les jeunes ont proposé de lui acheter une nouvelle fontaine de l'espoir, mais elle a répondu "non, construisez m'en une" », se rappelle M. Beauchamp. « Ils lui ont demandé ce qu'ils pouvaient faire d'autre, et elle leur a suggéré 20 heures de service communautaire. » Au lieu de quoi, les jeunes se sont portés bénévoles pour en faire 60. Non seulement ils ont réparé sa clôture et lui ont construit une nouvelle fontaine de l'espoir, mais ils en ont construit et vendu quatre autres.

## LA JUSTICE RÉPARATRICE (SUITE)

Enfin, le jour où ils lui ont apporté la fontaine de l'espoir qu'ils avaient construite pour elle, elle les attendait avec un gâteau et des biscuits.

M. Gilbert ne s'étonne nullement d'une telle réussite. Dans l'optique de la police, la Justice réparatrice est comme un instrument qui aide les gens à mieux se comprendre. « L'essentiel de ce programme est que les victimes peuvent rencontrer ceux qui leur ont fait du tort et se sentir rassurées à l'idée qu'il n'y ait pas un bandit qui rôde quelque part, mais que le tout a été une erreur de jugement », ajoute-t-il. « Cet aspect les rassure vraiment et, à vrai dire, a une incidence profonde sur la façon dont ils se remettent d'avoir été les victimes d'un crime. »

Quant aux délinquants, « ils peuvent voir le visage de leur victime. Lorsqu'ils endommagent quelque chose, cela ne leur dit rien, mais lorsqu'ils mettent un visage sur leur victime et qu'ils voient combien ils l'ont blessée, cela comporte une incidence importante. » Bien sûr, les jeunes délinquants sortent du programme après s'être amendés tout en évitant d'avoir un casier judiciaire.

Même la GRC sait exactement les résultats fructueux que l'exercice peut donner. « Nous y avons recouru au sujet

d'un citoyen qui avait brisé la fenêtre d'une voiture de police », dit M. Gilbert en riant sous cape. « Pour les jeunes délinquants, nous estimons que cela est nettement préférable aux tribunaux. »

M. Beauchamp en convient. Le nombre d'affaires dont sont saisis les tribunaux est tellement élevé qu'il faut parfois très longtemps pour qu'une cause soit entendue. À ce moment, dit-il, les conséquences reliées au délit n'existent plus aux yeux du délinquant, et la victime a peu de choses à dire sur l'issue de l'affaire. Grâce au programme Justice réparatrice, le délinquant doit se tenir devant sa victime et reconnaître son crime. Selon M. Beauchamp : « Il faut une certaine dose de courage. »

Avec le concours de la GRC, de Justice Canada et de Corrections Canada, le Partenariat rural canadien a octroyé au programme Justice réparatrice 20 000 \$, somme qui servira à M. Beauchamp à former huit autres animateurs pour le programme. Tous travailleront dans la région desservie par le détachement de la GRC d'Innisfail, laquelle comprend 60 000 personnes réparties dans neuf collectivités rurales. L'argent facilitera ainsi l'accessibilité au programme.

« La plupart de ces jeunes, vous savez, ne sont pas méchants, mais juste un peu insoucians », affirme M. Beauchamp. Grâce au programme Justice réparatrice et au Partenariat rural canadien, leur insouciance ne leur collera pas à la peau tout le restant de leur vie.

## LE SERVICE DE TRANSPORT CALL-A-RIDE DU COMTÉ DE BEAVER

Par Jody Parker et Sarah Dobson

**E**n ville, si vous devez aller chez le médecin, mais que vous ne possédez pas de voiture, vous n'avez qu'à appeler un taxi ou à prendre l'autobus. Mais que faire dans une petite ville et ses environs où aucun service de transport en commun n'est offert? Comment alors irez-vous chez le médecin? Enfin, il existe maintenant un moyen, grâce à un programme instauré dans le comté de Beaver au titre de l'Initiative d'innovations en santé pour les régions rurales et éloignées de Santé Canada. Ce ministère participe au Partenariat rural canadien.

Le comté de Beaver a proposé et créé un système de transport destiné aux personnes vivant hors des grandes villes. La Beaver (County) Call-A-Ride Society (B-CARS) répond aux besoins en matière de transport des résidents du comté qui autrement ne seraient pas en mesure d'accéder aux divers services médicaux et sociaux. Le service Call-A-Ride vient prêter main-forte aux camionnettes Handi-van des centres comme Tofield et Viking, mais il offre également les services d'accompagnement que ces véhicules ne peuvent assurer.

Depuis l'instauration du service le 1er août 2001, Mike Andresen, coordonnateur du service B-CARS, estime que le projet a répondu aux attentes. Le service est quelque peu préoccupé par le nombre peu élevé de personnes intéressées à utiliser les navettes d'autobus, mais de nouveaux plans ont déjà été mis en œuvre pour remédier à la situation. Des trajets spéciaux ont été mis en place pour promouvoir les autobus; le service sera également offert dans les plus grandes villes. Étant donné qu'il s'agit d'un projet axé sur la collectivité, les responsables du service établissent les trajets en fonction des services communautaires, notamment les cliniques de santé et autres événements spéciaux qui se déroulent dans le comté. Compte tenu qu'il s'agit d'une nouvelle organisation, les responsables déploient sans cesse des efforts pour promouvoir les services offerts au public.

Ce projet continuera de connaître beaucoup de succès, car il s'agit d'une démarche coordonnée à l'échelle du comté qui conjugue les efforts des membres des collectivités des comtés de Beaver, de Holden, de Ryley, de Tofield et de Viking. Parmi les membres, on compte des résidents qui sont chauffeurs bénévoles, usagers ou membres de la famille, ainsi que des professionnels des domaines de la santé, des services de soutien à la famille et à la collectivité, de la santé mentale, de l'éducation et de l'administration municipale. Les efforts conjoints de tous ces membres se traduisent par une utilisation judicieuse de la main-d'œuvre, de l'essence et des véhicules, ce qui n'a pas toujours été le cas avec les mécanismes non coordonnés mis en place dans le passé.

Depuis près de cinq ans, le comté de Beaver, a supervisé de nombreux petits projets de systèmes de transport dans certaines villes. Les centres comme Tofield et Viking disposent d'une Handi-van ou d'un service de navette qui fonctionne à l'intérieur des limites de la ville. Toutefois, ces services ne règlent pas le problème de transport des citoyens habitant à l'extérieur de la ville. En effet, en raison de la taille des véhicules Handi-van et des coûts d'utilisation, il n'est pas pratique d'étendre ce service de transport au-delà des limites de la ville pour quelques personnes seulement.



## BEAVER COUNTY (SUITE)

Selon Phyllis Footz, présidente du conseil d'administration du projet B-CARS, dans le comté de Beaver « on s'est penché sur les programmes existants et leurs lacunes. On a ainsi pris conscience que la question des transports constituait un problème important dans toutes les collectivités et qu'on devait faire quelque chose pour le régler. Voilà comment le projet B-CARS est né. »

Ce projet profitera non seulement aux collectivités ciblées à l'heure actuelle, mais également aux autres régions de l'Alberta et aux autres provinces.

Comme le souligne Mme Footz, « lorsque nous avons discuté avec les groupes des autres collectivités, nous avons constaté que la question des transports les préoccupait tout autant et qu'un système semblable pourrait être utile dans

d'autres régions ». À cette fin, les travaux menés au titre de ce projet sont soigneusement consignés pour qu'ils puissent servir de modèles aux autres collectivités qui font face au même problème. Le projet n'a pas encore été mis en œuvre à l'extérieur du comté de Beaver, mais des personnes intéressées par le service ont déjà communiqué avec les responsables du projet B-CARS pour pouvoir en profiter.

Pour de plus amples renseignements sur le programme Call-A-Ride du comté de Beaver, communiquez avec Phyllis Footz au (780) 662-3984.



## LE COMTÉ DE BEAVER COMPTE SUR LA TECHNOLOGIE DE POINTE POUR ATTIRER LES JEUNES Par Terry McConnell

**L**e comté de Beaver, en Alberta, ne connaît pas un taux élevé de chômage. Mais cette statistique peut être trompeuse. La raison en est que beaucoup de ses jeunes (c.-à-d. ceux qui sont généralement les victimes du chômage) ont quitté la région pour des vallées plus florissantes.

Le comté de Beaver a l'espoir qu'une solution pourra être trouvée grâce à une initiative appelée Centre des systèmes d'information sur le développement communautaire ou C-Disc en abrégé. Cette initiative s'inscrit dans le Projet de résilience des collectivités du comté de Beaver, dont l'objectif est de créer une base économique plus stable et plus durable pour la région située à l'est d'Edmonton.

Les difficultés auxquelles est confronté le comté de Beaver au XXI<sup>e</sup> siècle sont courantes dans les collectivités rurales de tout l'Alberta et du Canada. C'est une région à population clairsemée, avec à peine 10 000 habitants vivant sur 3 500 km<sup>2</sup>. Ses bases économiques sont l'agriculture, le pétrole et le gaz, ce qui rend les habitants du comté vulnérables aux cycles d'expansion et de ralentissement. Manifestement, l'émigration des jeunes est plus prononcée aux périodes de ralentissement, car ils se mettent à la recherche d'un avenir plus stable.

Le projet C-Disc est un projet high-tech dont le but est d'aider les cinq municipalités du comté (Tofield, Ryley, Holden, Viking et Beaver) à faciliter le développement économique de la région. Mais c'est la première fois qu'un tel modèle est appliqué à plusieurs municipalités, affirme Karen Wright de la Société d'aide au développement des collectivités du centre-est de l'Alberta.

Ce système d'information sera à un site Web normal ce qu'une voiture de Formule 1 est à un tracteur. Grâce à une liaison à haute vitesse prévue avec l'Université d'Alberta et le reste du monde, le système permettra l'échange de données entre les partenaires municipaux, provinciaux et fédéraux pour aider au développement économique, communautaire et éducatif. Les habitants de la

région pourront aussi s'initier à la gestion et à l'entretien du système.

« Ce projet est unique en son genre, car il intègre Beaver et les quatre autres municipalités dans un seul plan communautaire régional », affirme Mme Wright, qui travaille à Viking.

Le système, qui fera l'objet d'un encadrement offert par l'Administration du rétablissement agricole des Prairies, comportera la technologie des systèmes d'information géographique (SIG) qui offre aux utilisateurs un outil interactif qui, en autres choses, permet de cartographier les infrastructures municipales du comté, c'est-à-dire à peu près tout en passant des ponts aux édifices, des rues aux égouts, et pour reprendre les termes de Karen Wright, « permet de trouver des solutions de rechange à l'expansion et au développement. Si la perception équivaut à la réalité, le système favorisera la convergence entre perception et réalité pour aider les gens à mieux comprendre ce dont ils ont besoin. »

Fonctionnaire dans le comté de Beaver, Martin Baert en convient : « Cela nous aidera à concevoir les outils dont nous avons besoin pour faire le saut dans le XXI<sup>e</sup> siècle. »

« Les régions rurales sont à la recherche de solutions de rechange (aux cycles d'expansion et de ralentissement), et une économie stable revêt beaucoup d'importance », ajoute Karen Wright. Et c'est pourquoi le Partenariat rural canadien s'est investi dans le projet C-Disc. Étant donné que le projet contribuera à développer le savoir-faire local en ce qui concerne les technologies de pointe, Beaver pourra compter sur des perspectives d'emploi de qualité.

« Il est indéniable que la collectivité livre un dur combat », admet Karen Wright. « Elle a besoin de perspectives d'emploi, et ce système fera le travail préliminaire. » Le projet recevra 32 000 \$ du PRC pour aider à « former les agents de formation » sur C-Disc.

Le répertoire des ressources du comté que contiendra C-Disc se révélera particulièrement utile, non seulement pour les fonctionnaires du gouvernement et les responsables du développement économique, mais pour ceux qui sont à la recherche de débouchés dans le secteur des affaires et du tourisme, pour les étudiants qui étudient la région et pour le public. Et qui plus est, ce modèle pourra s'avérer utile à peu près partout au Canada.

« On prévoit d'ores et déjà que ce projet pourra être adapté dans chaque région de la province », affirme Karen Wright, « et en définitive dans tout le reste du Canada ».

Le Partenariat rural canadien, de concert avec Ressources naturelles Canada, finance cette initiative de pointe qui ne viendra non seulement en aide aux collectivités du comté de Beaver, mais qui créera des possibilités de formation pour les jeunes dans les villes mêmes où ils vivent.

## L'ÉNERGIE SOLAIRE AIDE À RESTAURER L'INTÉGRITÉ DE LA RIVIÈRE DRIFTPILE Par Jody Parker

**D**evant la détérioration rapide des rives de la rivière Driftpile, la Lesser Slave Lake North Country Community Association (LSL) a reconnu qu'il fallait en rétablir l'intégrité écologique et la protéger

et a jugé que la technologie moderne était le meilleur moyen d'y parvenir. C'est ainsi qu'avec le Partenariat rural canadien (PRC), la LSL a créé le projet de remise en état des terres riveraines de la rivière Driftpile.

## L'ÉNERGIE SOLAIRE (SUITE)

Selon Paula Heijnemans, gestionnaire du projet, « L'élément moteur de ce projet est qu'il fallait absolument intervenir et nous avons réuni un groupe de personnes qui collaborent ensemble pour atteindre cet objectif. »

Ce projet a pour objectif de remettre en état des parties de la rivière Driftpile grâce à l'aide de la technologie solaire. Le site en question est une exploitation agricole située sur la rive ouest de la rivière Driftpile, près de Faust (Alberta). L'exploitation comporte trois pâturages à bétail, dont chacun est séparé par une forêt située en bordure de la rivière à six endroits. Les deux rives de la rivière et la forêt qui séparent les pâturages sont dans un état de dilapidation à cause du broutage du bétail.

Pour remettre les rives de la rivière en état, on entend construire une clôture qui limitera l'accès du bétail à la rivière, et une bande riveraine sera plantée le long des rives en aval de l'exploitation. Le terme « riverain » désigne la zone de transition entre les terres humides et les sites élevés plus secs ou tout bonnement tout ce qui se trouve sur les rives d'un cours d'eau naturel. Cette bande riveraine sera plantée d'arbrisseaux et d'arbres indigènes recueillis dans des sites situés à proximité, et les racines profondes de la végétation ligneuse contribueront à stabiliser et à empêcher l'érosion des rives de la rivière.

Pour empêcher la détérioration des rives qui se produit lorsque le bétail va s'y abreuver, un système d'abreuvoirs en dérivation alimenté à l'énergie solaire comportant quatre abreuvoirs à bétail alimentés par deux pompes portatives à énergie solaire permettront à 150 têtes de bétail de boire l'eau de la rivière. Le système au complet est portable et, dans le cadre d'un système pastoral durable, il sera utilisé dans un pâturage à la fois, permettant ainsi aux deux autres de se rétablir.

Au nombre des buts et des retombées à long terme de ce projet, mentionnons l'amélioration de la « santé » écologique de la rivière par une réduction de sa sédimentation et de sa charge en éléments nutritifs et l'amélioration de la rivière comme habitat des poissons.

L'une des caractéristiques intéressantes de ce projet, mis à part ses objectifs écologiques, est qu'il a pour but de mettre à l'épreuve les thèses existantes et d'acquérir une expérience pratique de la construction de bandes riveraines arborées et d'autres sites d'abreuvement du bétail. Advenant que ce projet soit un succès, des efforts analogues seront déployés pour réparer et rétablir d'autres zones riveraines à proximité.

Le lancement d'autres projets dépend du succès du premier que l'on

mesurera à la réduction de l'érosion et à l'établissement fructueux de la végétation, ce qui explique que le projet fera l'objet d'une surveillance attentive et que ses résultats seront transmis à d'autres propriétaires terriens de la région et à toute personne intéressée.

Mme Heijnemans ajoute : « Notre mandat est de rendre quelque chose à la collectivité qui nous a tant donné. L'une de nos toutes premières priorités est d'éduquer les agriculteurs, les jeunes et les collectivités sur les pratiques d'aménagement des terres riveraines. »

À cette fin, les élèves de la North Country School sont responsables d'une bonne part des travaux, notamment de la plantation des arbres et de l'enlèvement des débris de la rivière. La North Country Community Association du Petit lac des Esclaves exploite depuis 21 ans cette école à deux bâtiments qui compte 30 élèves. L'étude de la région et les travaux réalisés dans le cadre de ce projet font partie du cursus de l'école, surtout au niveau de la quatrième année. Les élèves des écoles de la réserve de Driftpile, de High Prairie et de Jossard pourront également se rendre sur le site dans la mesure où cela a un rapport avec leur cursus. Et Paula Heijnemans ajoute : « C'est merveilleux de voir ces jeunes prendre part à un tel projet. Ils font la majeure partie des travaux de plantation et passent leurs journées dehors, à travailler très dur. »

Les retombées d'un aménagement efficace des terres riveraines se feront sentir à très long terme, et il se peut que les résultats ne soient pas visibles avant plusieurs années pendant que les arbres et les arbrisseaux s'établissent. Les arbres plantés dans la bande riveraine mettront plusieurs années à développer un système racinaire suffisamment important pour avoir un impact sur la qualité de l'eau de la rivière. Toutefois, si le projet est aussi fructueux qu'on l'espère, il deviendra un site expérimental local pour les pratiques d'aménagement des terres riveraines dans la région.

Selon Paula Heijnemans : « Ce projet est une expérience d'apprentissage extraordinaire pour tous ceux qui y participent. Certes, nous devons opérer des changements, mais c'est indéniablement un processus que nous entendons poursuivre. »

Le projet de remise en état des terres riveraines de la rivière Driftpile a reçu 11 400 \$ de la part du Partenariat rural canadien, programme qui a pour but d'aider à améliorer la qualité de vie des collectivités rurales et éloignées.

Pour plus de renseignements sur le projet de remise en état des terres riveraines de la rivière Driftpile, veuillez vous adresser à Paula Heijnemans, gestionnaire du projet, en composant le (780) 355-2646.

RUR  
CONTACT  
COMMUNITY LIAISON

**Le maire du comté de Strathcona  
député de Elk Island, M. Ken Epp  
provincial de l'Alberta (Clover Barrow)  
Lougheed, utilisant une hache à  
lors de l'inauguration du Hartla**



## LE BUREAU DE CONTACT RURAL ET AGENT DE LIAISON COMMUNAUTAIRE : UN GUICHET UNIQUE D'INFORMATION SUR LES SERVICES FÉDÉRAUX EN RÉGIONS RURALES (STRATHCONA) Par Jody Parker

Les responsables du comté de Strathcona ont saisi l'occasion d'offrir à ses résidents un accès facile aux services et aux programmes fédéraux. En collaboration avec le Partenariat rural canadien, ils ont créé le Bureau de contact rural et agent de liaison communautaire.



## UN GUICHET UNIQUE D'INFORMATION (SUITE)



David Turner, directeur de la planification interne du Bureau de contact déclare : « Jusqu'à maintenant, nous avons été en mesure d'offrir à nos résidents un lien fonctionnel avec les ressources de l'administration municipale et cela a très bien fonctionné. Nous espérons également être un service de référence pour les programmes fédéraux, provinciaux et sans but lucratif, probablement par l'intermédiaire d'un site web. »

Pour les résidents ruraux du comté de Strathcona, ce projet est synonyme d'un accès accru à l'information sur les programmes et les services du gouvernement sans avoir à se déplacer dans les grands centres urbains.

Dans le comté de Strathcona, environ 22 000 résidents vivent dans les régions rurales situées au nord et à l'est de Sherwood Park. Bon nombre d'entre eux se sentent isolés des centres urbains et ne sont pas à l'aise lorsqu'ils s'adressent aux employés du gouvernement dans ces centres. Le Bureau de contact

procure aux résidents ruraux toute l'information dont ils ont besoin dans un environnement où ils se sentent plus à l'aise.

Cet aspect est particulièrement important pour les agriculteurs. Durant la récolte, par exemple, ils n'ont tout simplement pas le temps de se rendre à la ville, sans compter qu'ils devront probablement faire la file et patienter. Le bureau leur permet d'obtenir de l'information sur les services gouvernementaux rapidement et facilement.

Le 2 juin 2001, le Bureau de contact rural et agent de liaison communautaire a officiellement déménagé à l'adresse suivante : New Station No. 4, Heartland Emergency Services Hall (5.6 km) au nord de Josephburg, sur la route secondaire 830). Le bureau est ouvert du lundi au jeudi, de 13 h à 16 h pour les gens qui veulent y passer. En outre, le personnel est disponible les soirs et les week-ends pour rencontrer les groupes ou les individus qui désirent discuter les préoccupations ou les initiatives communautaires.

Le bureau offre les services d'une agente de liaison communautaire à temps plein, Dinah Canart, qui connaît bien les organismes fédéraux, provinciaux, municipaux et sans but lucratif ainsi que les programmes et services

qu'ils offrent. Elle souligne : « Nous offrons une variété de services comme la délivrance de permis pour faire un feu ou la détermination des ministères gouvernementaux avec lesquels les gens doivent faire affaire. Nous écoutons les résidents afin de pouvoir adapter nos programmes pour répondre à leurs besoins particuliers. »

Le bureau offre également l'accès à Internet et une formation connexe, ainsi qu'une formation théorique sur l'utilisation de l'Internet et une aide continue aux utilisateurs.

Le bureau déploie tous les efforts pour renforcer la collectivité en lui procurant un forum permettant de discuter les enjeux et les problèmes communautaires et de trouver des solutions à ces problèmes. Cela permettra de resserrer les réseaux communautaires et de créer des occasions de partenariats entre les différents groupes communautaires.

Actuellement, ce projet vise les résidents du nord-est du comté de Strathcona et les résidents situés à proximité, mais ne faisant pas partie du comté, soit environ 6 000 à 8 000 résidents ruraux. Il est difficile d'évaluer l'incidence sur la collectivité au début du programme, mais selon David Turner, « le programme a été extrêmement avantageux pour ceux qui l'ont utilisé. D'autres personnes en profiteront certainement lorsqu'elles en connaîtront l'existence. »

Dinah Canart mentionne que les résidents semblent réellement apprécier le programme d'agent de liaison communautaire. « Ils se sentent aussi importants que les résidents de la ville et ils le sont. » À propos du Partenariat rural canadien, elle ajoute : « Il est absolument louable que le gouvernement participe davantage à la vie rurale et donne aux résidents la possibilité d'avoir accès aux services tout près de chez eux. »

L'initiative Bureau de contact rural et agent de liaison communautaire a reçu un financement de 29 300 \$ dans le cadre du Partenariat rural canadien, un programme qui favorise des solutions locales à des problèmes locaux dans les collectivités rurales et éloignées.

Pour communiquer avec le Bureau de contact rural et agent de liaison communautaire du comté de Strathcona, veuillez appeler :

Dinah Canart, agente de liaison communautaire  
Bureau : (780) 992-6782 Cell. : (780) 909-9490

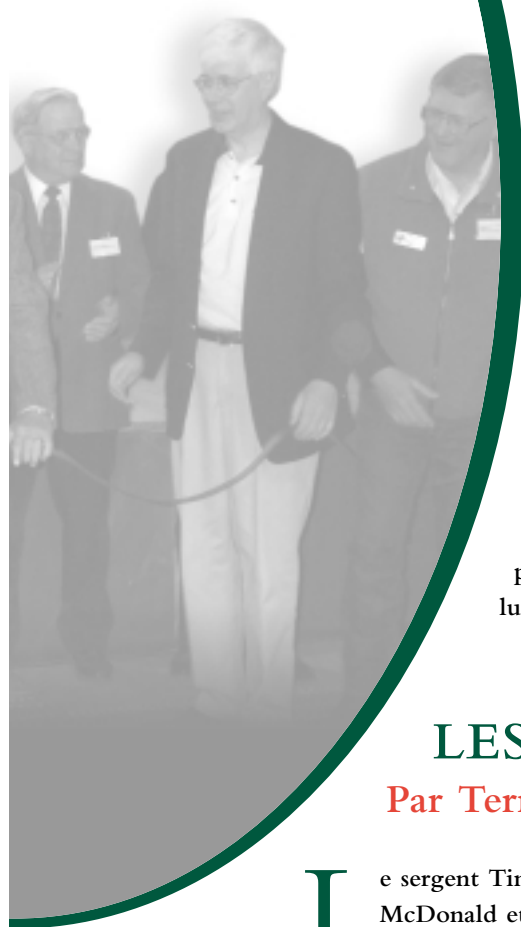
Emplacement du bureau : Fire Station #4, Heartland Hall  
55305 Range Road 214

Adresse postale : 2001 Sherwood Drive, Sherwood Park, AB T8A 3W7

David Turner,  
Directeur - Planification interne : (780) 464-8248

## RURAL CONTACT AND COMMUNITY OPENING

ona, M. Vern Hartwell, aidé du  
pp (à gauche) et du député  
Bar - Fort Saskatchewan), M. Rob  
d'incendie pour couper le ruban  
and Emergency Services Hall.



## LES JEUNES OSENT FAIRE FRONT À LA TOXICOMANIE

Par Terry McConnell

Le sergent Tim Vatamaniuk et les gendarmes Kevin McDonald et Kim McKee font grandement confiance au programme D.A.R.E.® (sensibilisation aux dangers de la drogue) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Ils croient que si ce programme était plus accessible partout au Canada, les services de police constateraient une diminution remarquable de l'usage de drogues illicites.

« Si ce programme était mis en place dans toutes les écoles élémentaires, il ne fait aucun doute que nous verrions une différence dans la rue – un changement dans l'attitude des jeunes et un changement dans la demande de drogues offertes en grande quantité dans la rue », affirme McDonald, un membre de la GRC depuis 26 ans.

L'aide financière accordée dans le cadre du Partenariat rural canadien D.A.R.E.® a permis de concrétiser quelque peu le rêve des policiers de la GRC. Au cours de l'année scolaire 1998-1999, les fonds en provenance du PRC ont permis de former comme instructeurs du programme D.A.R.E.® plus d'une centaine de policiers de la GRC, ce qui signifie que plus de 15 000 élèves vivant en milieu rural en Alberta ont tiré profit des leçons de vie du programme.

Cependant, D.A.R.E.® est plus qu'un cours sur les dangers de l'abus d'alcool et d'autres drogues. « Il se rapproche davantage d'un programme sur les connaissances de base », ajoute McDonald, qui est affecté au détachement de la GRC de Sherwood Park, une banlieue d'Edmonton. Même s'il visait initialement à former les élèves de la sixième année, le programme D.A.R.E.® a pris de l'expansion depuis dans certaines collectivités afin d'y inclure des élèves des premier et deuxième cycles du secondaire, et même des adultes.



Diplômés du programme D.A.R.E.®



## LES JEUNES OSENT FAIRE (SUITE)

McDonald précise que le programme joue actuellement un rôle dont l'absence ferait défaut. « Personne n'avait pris le temps d'expliquer à un grand nombre de ces jeunes que les choix qu'ils font maintenant déterminent leur avenir », mentionne-t-il.

Bien qu'il n'existe aucun étalon de mesure qui démontrerait concrètement aux policiers que le programme est profitable, vous n'avez pas à convaincre McDonald qu'il porte fruit. « Du point de vue d'un instructeur, vous ne pouvez jamais évaluer un programme de prévention de la toxicomanie grâce à des chiffres. S'il permet de sensibiliser un ou deux jeunes, il a bien servi. »

Bien sûr, les chiffres révèlent que le programme D.A.R.E.® a aidé plus qu'un ou deux jeunes. Le sergent Kevin Graham de la GRC, qui travaille au quartier général de la Division « K » à Edmonton, mais que l'on reconnaît comme une des personnes responsables de la mise en œuvre du programme D.A.R.E.® à l'échelle du pays, déclare que l'Alberta met en œuvre le plus important programme D.A.R.E.® du monde, puisque jusqu'à maintenant 47 000 écoliers ont été formés.

Sans doute, chaque instructeur affecté au programme peut se souvenir de la façon dont le programme a changé la vie d'au moins un jeune. Dans le cas de McDonald, il se rappelle un garçon issu d'un foyer désuni; celui-ci a décroché de l'école à l'âge de 13 ans et a commencé à vivre dans la rue. Toutefois, en voyant un de ses amis en train de s'autodétruire à cause de la drogue, le garçon a fait appel à l'estime de soi qui lui avait été enseignée dans le cadre du programme D.A.R.E.®, et il s'est tiré d'affaire lui-même. À l'âge de 17 ans, il s'est adressé aux services sociaux et est retourné à l'école; il obtiendra son diplôme cette année.

Pour McDonald, qui a enseigné le programme D.A.R.E.® pendant cinq ans, même si le programme n'avait été utile qu'à ce jeune, il en vaudrait la peine.

Bien que ce programme permette de parler aux jeunes de consommation d'alcool, de cigarettes et de drogues douces, on leur enseigne surtout à avoir confiance en eux et à ne pas succomber à la pression des pairs, à conserver leur estime de soi et à résoudre les conflits sans recourir à la violence. Après 17 semaines, les élèves « obtiennent un grade » lors d'une cérémonie qui attire souvent les parents et d'autres membres de la famille.

Pendant ses cinq années de participation au programme, McDonald croit avoir enseigné à 700 jeunes « dont bon nombre, originaires des régions rurales de l'Alberta, se rendent par autobus scolaire à l'école située à Sherwood Park ».



**Ministre Woloshyn, le gendarme McKee et le personnel de l'école Meridian Heights au cours de la présentation des certificats décernés aux participants du programme D.A.R.E.®**

Cependant, il se peut très bien que McDonald apporte davantage de changements en étant un « mentor », c'est-à-dire un policier enseignant à d'autres instructeurs. Au cours des deux dernières années, il croit avoir formé 300 instructeurs provenant non seulement de l'Alberta, mais aussi de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan, du Manitoba et des provinces de l'Atlantique. Une grande partie de cette formation a pu être assurée grâce aux 37 500 \$ versés dans le cadre du PRC.

À l'heure actuelle, 80 p. cent des détachements de la GRC en Alberta ont recours au programme D.A.R.E.® et 80 p. cent de ceux-ci sont situés en régions rurales, y compris sur les réserves et dans les collectivités de Métis. Néanmoins, même si, on fait appel en fin de compte aux policiers pour appliquer la loi, ce n'est pas l'exécution de la loi que ces derniers considèrent comme l'enjeu : il s'agit plutôt d'une question de santé et de vie.

« L'application de la loi n'a jamais suffi à la tâche », affirme McDonald. « Les jeunes sont exposés à tellement de choses très tôt dans la vie. Vous devez leur donner l'heure juste. Ils sont en effet bombardés de messages prônant le côté < cool > des drogues, et aucun message ne leur dit pourquoi ce n'est pas < cool >. » Voilà pourquoi il juge important de transmettre ce genre de message dans un nombre d'écoles de plus en plus élevé.

« Vous ne constaterez aucun changement à l'autre bout, à la maison ou sur la rue, tant qu'il n'y aura pas de changement à l'école. L'éducation et la sensibilisation, et non l'application de la loi, vous permettront d'y arriver. »

Le PRC, avec le soutien croissant de la collectivité, aide actuellement à réaliser ce changement.

## LE PROGRAMME D.A.R.E.® JOUE UN RÔLE ACTIF A STONY PLAIN

À Stony Plain et dans les environs, le sergent Tim Vatamaniuk appuie énergiquement la formation D.A.R.E.® dans les écoles. Le 11 juin, le gendarme Kim McKee, qui a été un des premiers agents de la GRC à recevoir une formation d'instructeur, Vatamaniuk et le ministre des Aînés de l'Alberta, Stan Woloshyn (député provincial représentant de Stony Plain) ont assisté à la remise de certificats à 60 élèves de la sixième année ayant participé au programme D.A.R.E.® Depuis le début du programme, McKee a formé plus de 800 élèves inscrits dans huit écoles de la région.



## LUTTER CONTRE LE SIDA À L'AIDE DE LA MUSIQUE Par Terry McConnell



Marlo Cottrell

Si'il fallait sensibiliser les jeunes de la région de Grande Prairie, au nord de l'Alberta, aux dangers du VIH/SIDA et de l'hépatite C, Brenda Moore saurait ce qui ne fonctionnerait pas.

La révélation lui est venue lorsqu'on a présenté une exposition itinérante sur les dangers du VIH dans un centre commercial de Grande Prairie. « Les présentoirs étaient vraiment bien

faits, l'information véhiculée était bonne, et il y avait des composantes interactives », se souvient Mme Moore, la directrice générale de la HIV North Society. « Mais les jeunes ne s'arrêtaient pas en se disant – Wow! C'est quoi ça? »

Leçon tirée. De bonnes intentions et du tape-à-l'œil n'encourageraient pas les jeunes des régions socio-sanitaires de Mistahia et de Peace à adopter des comportements plus sûrs.

Alors, Mme Moore et les membres du conseil d'administration de la HIV North Society (anciennement le South Peace AIDS Council) ont eu une idée qui, à leurs yeux, allait porter fruit. Et avec l'aide du Partenariat rural canadien (PRC), de concert avec Santé Canada, ils ont obtenu la chance de le démontrer.

« Should I Wear Pants Today? (Faudrait-il que je mette des pantalons aujourd'hui?) »

La question semble d'abord porter à confusion, mais à une époque où une question de pure forme telle que « Who let the dogs out? » est omniprésente à la radio – peut-être que non. Le médium est le message, a déclaré Marshall McLuhan et, dans ce cas-ci, le médium est la musique.

« Les membres du conseil se sont mis à réfléchir et se sont demandé – qu'est-ce que les jeunes aimeraient? – et la réponse était simple – ils aiment la musique », a affirmé Mme Moore. « Nous avons décidé que si nous devions préparer quelque chose à l'intention des jeunes, premièrement, il était important d'aller à leur rencontre et, deuxièmement, une fois devant eux, il fallait que ça vaille la peine pour eux d'écouter. »

Alors, ce printemps, la musique et le théâtre se sont croisés dans 41 écoles secondaires dans le nord-ouest de l'Alberta. La musique était l'œuvre d'un groupe a cappella de Saskatoon appelé Streetnix; le message provenait d'une femme de Grande Prairie, Marlo Cottrell, qui est à la fois séropositive et atteinte d'hépatite C.

« Elle (Mme Cottrell) a grandi ici. C'est son histoire, et c'est une histoire locale », souligne Mme Moore.

Dès le départ, tout laissait croire que l'auditoire serait réceptif. Le 14 février, la HIV North Society a tenu un atelier sur le leadership chez les jeunes et a invité deux élèves de chaque école de la région. « Quelle belle journée! », se souvient Mme Moore.

« Ce sont les jeunes qui ont trouvé le thème Should I Wear Pants Today? On leur a demandé d'écrire les paroles d'une chanson et cette ligne en faisait partie. »

La participation de Streetnix était un élément vital de la réussite de l'initiative. Les membres du groupe n'utilisent aucun autre instrument que leurs voix –

mais Mme Moore signale que parfois on a l'impression qu'ils ont des instruments. Ils misent aussi beaucoup sur l'humour. « Les jeunes les aiment vraiment », affirme Mme Moore.

Les jeunes réagissent bien à leurs prestations, selon elle, parce que les membres du groupe ne sont pas tellement plus vieux qu'eux (de 25 à 28 ans, mais ils ont l'air plus jeune) et parce qu'ils réussissent à entraîner l'auditoire dans leurs spectacles.



Streetnix

Mais, évidemment, le message est l'élément le plus important. Et il ne s'agit pas seulement de communiquer de l'information au sujet du VIH et de l'hépatite C, selon Mme Moore. « Ce que nous recherchons avant tout, c'est de faire réfléchir les jeunes au sujet des choix qui se présentent à eux dans leurs vies. »

Durant l'atelier sur le leadership, les jeunes ont signalé qu'ils étaient fatigués de se faire imposer des façons d'agir, alors qu'ils préféraient décider d'eux-mêmes. « Alors, toute la présentation est axée sur les choix. Il y a toutes sortes de choix à faire, certains auront des conséquences importantes, d'autres non. »

« Si vous êtes informé, peut-être que vous ferez un meilleur choix. » Et au moment de faire ces choix, les jeunes de la région de Grande Prairie ne pourront pas présumer que le VIH et l'hépatite C sont des problèmes propres aux centres urbains comme Edmonton, Calgary ou Vancouver. L'incidence de l'infection est peut-être moins élevée dans les régions rurales, mais il s'agit d'une question de proportion.

« Les jeunes d'ici pensent qu'ils n'ont pas à se soucier du VIH parce que, même s'ils en entendent beaucoup parler, c'est un problème des grandes villes », signale Mme Moore. « Ils se trompent. Nous avons de nombreux cas dans notre région. »

« Il faut que les jeunes comprennent que, même si vous connaissez quelqu'un depuis la maternelle, ça n'a aucune importance quel genre de personnes ils sont ou que vous connaissiez sa famille. Ce qui compte, c'est leur comportement sur le plan sexuel. En raison d'un choix que cette personne a fait il y a un mois ou il y a un an, et dont vous n'êtes peut-être pas au courant, vous vous exposez à un risque. »

Mme Moore signale que, avec l'aide du PRC, la HIV North Society a communiqué ce message à près de 8 000 élèves et enseignants partout dans les régions socio-sanitaires de Mistahia et de Peace, en Alberta. Selon une évaluation préliminaire du projet, plus de 97 pour cent des répondants ont souligné avoir une meilleure compréhension du VIH et de l'hépatite C; 96 pour cent ont signalé que l'information était importante à leurs yeux; et 79 pour cent ont dit que la présence et l'histoire de Marlo les avaient marqués.

Le 17 mai, à la dernière prestation dans Grande Prairie, Brenda Moore de la HIV North Society a remercié publiquement le PRC, Santé Canada, le Alberta Community HIV Fund (financé par Santé Canada et le ministère de la santé de l'Alberta) et Ansel Canada – les fabricants des préservatifs Lifestyle.

Le PRC a contribué 25 000 \$ à l'initiative de la HIV North Society, pour s'assurer que les jeunes reçoivent le message. Où que l'on habite, « tout le monde doit prendre le temps de réfléchir », souligne Mme Moore. « Il n'est plus possible de ne pas tenir compte de toutes les possibilités. »



## UN PRIX DE JOURNALISME POUR PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

La Alberta Weekly Newspapers Association (AWNA) et le Partenariat rural canadien du gouvernement du Canada collaborent à la promotion du développement rural durable en Alberta et dans les Territoires du Nord-Ouest et à l'amélioration de la qualité de vie dans les collectivités rurales et éloignées. Le Secrétariat rural fédéral, par le truchement de l'Équipe rurale de l'Alberta, vient d'annoncer un nouveau prix de journalisme dans la discipline du développement rural pour souligner l'excellence journalistique dans les hebdomadaires. Ce prix sera décerné aux journalistes qui travaillent pour les hebdomadaires de l'Alberta et des T.N.-O. et qui publient des reportages remarquables sur divers aspects du développement rural en Alberta et dans les T.N.-O. « Nous sommes heureux de collaborer avec le gouvernement fédéral pour mieux faire connaître ce que font les collectivités rurales en vue d'améliorer leur qualité de vie », affirme la présidente de l'AWNA, Lynne Chernin. « C'est une excellente façon de sensibiliser les gens au mode de vie et aux besoins propres aux résidents du Canada rural. » Les premiers prix seront décernés au congrès de l'Association qui aura lieu à l'automne 2002.

Les prix s'établissent ainsi :

Premier prix 1 000 \$ plus une plaque et un certificat  
 Deuxième prix 500 \$ plus un certificat  
 Troisième prix 250 \$ plus un certificat

Pour d'autres précisions, veuillez vous adresser à :

Maurizia Hinse  
 Alberta Weekly Newspapers Association  
 (780) 434-8746

Derrick Pieters  
 Gouvernement du Canada  
 Secrétariat rural  
 (780) 495-6775

### RURAL REMINDER INFORMATION

Rédacteur en chef  
 Derrick Pieters  
 (780) 495-6775  
 Télécopieur : (780) 495-4504  
 Courriel : pietersd@em.agr.ca

Si vous désirez proposer une idée pour la rédaction d'un article, formuler un commentaire, écrire une lettre au rédacteur ou recevoir un exemplaire de ce bulletin de nouvelles, veuillez vous adresser à Évocations rurales à l'adresse suivante :

Bureau 945, 9700 Jasper Avenue  
 Edmonton (Alberta)  
 T5J 4C3  
[http://www.rural.gc.ca/team/ab/alberta\\_f.phtml](http://www.rural.gc.ca/team/ab/alberta_f.phtml)

Pour des renseignements sur les services du gouvernement du Canada:  
<http://www.canada.gc.ca>  
 1-800 O-Canada  
 (1-800 622-6232)  
 Telescripteur/ATME:  
 1-800 465-7735

Catalogue No. A22-241/2002F  
 ISBN No. 0-662-86671-1  
 AAFC No. 2107/F

Évocations rurales est une publication trimestrielle de l'Équipe rurale-Alberta qui s'adresse à la population des collectivités rurales et éloignées de l'Alberta. On peut également se procurer une copie sous forme PDF en s'adressant au rédacteur en chef.

THE RURAL REMINDER IS ALSO AVAILABLE IN ENGLISH.  
 LE BULLETIN RURAL REMINDER EST ÉGALEMENT DISPONIBLE EN ANGLAIS.

Canada 